

Tunisie : les migrants africains chassés manu militari vers la frontière libyenne

Par Vivien Latour, le 7/7/2023 à 07h23

Cette semaine, la deuxième ville de Tunisie, Sfax, a été le théâtre de violentes exactions envers les migrants subsahariens. Ils sont plusieurs centaines à avoir été déportés vers la frontière libyenne, dénonce l'ONG Human Rights Watch.



« Nous avons été battus (par les forces de sécurité tunisiennes). Nous avons beaucoup de blessés ici. Nous avons des enfants qui n'ont pas mangé depuis des jours, forcés de boire de l'eau de mer. Nous avons une femme enceinte (guinéenne) qui a commencé le travail, elle est morte ce matin. Le bébé est mort aussi. » Ce témoignage, l'ONG Human Rights Watch (HRW) en a recueilli des dizaines. Ils émanent de migrants d'Afrique subsaharienne chassés violemment de Sfax, la deuxième ville de Tunisie (à 270 kilomètres au sud de la capitale), par les forces de sécurité tunisiennes.

Déportation vers la Libye

Depuis le 1er juillet, ils sont plusieurs centaines à avoir été expulsés de cette ville, l'épicentre de la migration irrégulière en Méditerranée centrale, sur fond de vives tensions avec la population locale. Selon HRW, la majorité d'entre eux ont été déportés vers une zone désertique du sud de la Tunisie, frontalière de la Libye. D'après HRW, qui dit se fonder sur le témoignage de migrants, *« plusieurs personnes seraient mortes ou auraient été tuées dans la zone frontalière entre le 2 et le 5 juillet, dont certaines auraient été abattues ou battues par l'armée tunisienne ou la garde nationale »*. Une accusation d'une extrême gravité.

« C'est la pire crise qu'on ait vécue » : en Tunisie, Sfax suffoque sous les déchets

Lauren Seibert, chercheuse sur les droits des réfugiés au sein de cette ONG, appelle le gouvernement de Tunis à « *mettre fin aux expulsions collectives et à permettre d'urgence l'accès humanitaire* » à ces migrants qui survivent sans eau ni nourriture et en situation très précaire. La Tunisie est signataire de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples qui interdit les expulsions collectives, des conventions des Nations unies et africaine sur les réfugiés, de la Convention contre la torture ou encore du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui interdisent tout refoulement.

« Comme des hordes »

En février dernier, le président Kaïs Saïed avait allumé l'incendie en affirmant que son pays faisait l'objet d'un vaste complot visant à en « *transformer la composition démographique* », dans une sorte de grand remplacement à la tunisienne. Il décrivait alors les 20 000 migrants subsahariens en situation irrégulière en Tunisie « *comme des hordes* » susceptibles de menacer « *l'identité arabe de la Tunisie* ». Plusieurs migrants de Sfax avaient alors été agressés, notamment des ouvriers ivoiriens, burkinabés et sénégalais. En mai dernier, un homme originaire du Bénin avait été poignardé à mort par sept Tunisiens.

Tunisie : en soutien des migrants subsahariens, quelle voix pour l'Église ?

Lundi 3 juillet, un citoyen tunisien est décédé lors d'une rixe avec un migrant de nationalité camerounaise, selon les autorités. Aussitôt, des violences ont éclaté, prenant pour cibles les migrants présents dans la ville. Des groupes de civils se sont mis alors à patrouiller dans les rues de la ville, ont érigé des barricades et brûlé des pneus pour fermer l'accès à leurs quartiers. Les réseaux sociaux sont rapidement inondés d'images de policiers expulsant des migrants de leurs maisons sous les applaudissements des voisins ou de migrants allongés au sol entourés de personnes armées de bâtons.

Refus du pacte migratoire européen

Suite au renforcement des contrôles mis en place sur les côtes marocaines, algérienne et libyenne, la Tunisie est devenue la principale route migratoire africaine à destination de la Méditerranée en vue de rallier l'Europe. Symbole de la pression exercée sur le pays, le port de Sfax, situé à près de 130 km de l'île italienne de Lampedusa, aux portes de l'Europe, accueille au moins 10 000 migrants venus du continent.

Italie : « L'objectif de Giorgia Meloni est de réduire le flux des migrants "visibles" »

Mardi 4 juillet, le président Saïed a affirmé que « la Tunisie n'acceptera pas sur son territoire quiconque ne respecte pas la loi », ajoutant que son pays refusait de devenir « *un pays de transit vers l'Europe ou un pays de réinstallation pour les citoyens de certains pays africains* ».

Le 11 juin dernier, la Commission européenne avait promis au gouvernement tunisien d'injecter 105 millions d'euros dans le budget du pays en échange d'un nouveau pacte migratoire pour lutter contre les passeurs, d'investissement dans l'équipement des gardes-côtes et la facilitation des procédures de rapatriement. Un accord toujours récusé par le gouvernement tunisien.

Vivien Latour